

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19506 - 75ÈME ANNÉE

## Communiqué du Parti communiste réunionnais, après l'allocution du chef de l'Etat

### «L'urgence d'un projet global réunionnais»

Face à la crise, l'intervention télévisée d'hier d'Emmanuel Macron a vu un président incapable de définir une perspective d'avenir pour l'ensemble de la population. Devant une telle faillite du pouvoir, l'urgence est plus que jamais le travail entre Réunionnais pour un projet réunionnais, souligne le Parti communiste réunionnais dans un communiqué diffusé hier après le discours d'Emmanuel Macron.

Le Président de la République s'est exprimé une 4e fois, en un mois. C'est une nouvelle occasion ratée d'élever le débat politique.

En effet, l'apparition du virus Covid-19 est venue aggraver une situation qui était déjà très préoccupante. Celle-ci a été révélée par le mouvement des Gilets Jaunes et les nombreuses manifestations sociales. Durant cette période, le Président et son gouvernement, imbus de leur certitude et de leur supériorité, ont traité les manifestants avec brutalité et mépris. On compte des centaines de blessés. Cette fois-ci, en un mois, leurs décisions ont déjà occasionné près de 14000 morts, soit 14 % du total mondial. Les erreurs d'appréciation n'expliquent pas tout.

Certes, l'urgence sanitaire est une évidence, mais elle est inséparable des urgences climatiques, sociales et démocratiques. Le confinement a accéléré la crise générale et la France n'est pas à l'abri de nouvelles catastrophes. Les mesures techniques comme celles énoncées par le Président ne sont pas à la hauteur des efforts déjà fournis et des enjeux de la situation. Il y a lieu de définir de nouvelles règles de solidarité.

Les pays d'Outre-Mer ont souffert de l'alignement sur des décisions parisiennes totalement déconnectées des réalités. Ainsi concernant La Réunion, après la première infection au Covid-19 enregistré le 11 mars, l'aéroport est resté ouvert et les passagers venant d'un territoire infecté ont pu entrer et ont été laissés



libres de leur mouvement. Au final, 9 malades sur 10 ont eu un lien direct avec une contamination importée. Maintenant, le virus circule dans l'île. A ce stade, il faut un test de dépistage pour tous. C'est ce qu'a demandé le PCR.

La crise sanitaire a accentué l'urgente nécessité d'un pouvoir décisionnaire réunionnais. Nous avons souhaité à maintes reprises une rencontre de tous les acteurs pour définir un projet global et cohérent qui s'inscrit dans une vision de long terme. Nous sommes conscients que le redressement se fera entre personnes responsables et qui s'assument.

Déjà, lors des manifestations des Gilets Jaunes, de nombreuses voix se sont exprimées. Des universitaires, des politiques, des religieux dont Gilbert Aubry, des personnalités ont réclamé la tenue d'une Conférence Territoriale élargie afin d'élaborer un projet global pour La Réunion fait par des Réunionnaises et des Réunionnais. C'est le moment.

**Bureau de presse du PCR**

## Pour la création d'un fonds de solidarité public-privé de 50 millions d'euros, équivalent à 1 % du budget des collectivités de La Réunion

# Coronavirus : le PCR propose « un Fonds d'urgence pour acheter des tests de dépistage pour tous »

Contre le coronavirus, la stratégie de dépistage systématique a donné de bons résultats partout où elle a été pratiquée. Le PCR demande que toute la population soit dépistée et propose la création d'un Fonds d'urgence pour financer cette opération. Le PCR rappelle qu'un fonds de solidarité public-privé équivalent à 1 % du budget des collectivités de La Réunion permettrait de dégager un budget de 50 millions d'euros pour financer les tests de dépistage du coronavirus de toute la population, « les dépenses prévues et non prioritaires » pourraient y être affectées.

La Réunion compte officiellement 382 cas de personnes infectées à la date du 10 avril. Elles sont 270 à avoir contracté le virus à l'extérieur qui, à leur tour, ont contaminé directement 64 autres. Cet ensemble représente 88 % du total. Le plus inquiétant, ce sont les cas qualifiés « d'autochtones ». Cette situation résulte d'un mauvais contrôle à l'arrivée et d'une absence de suivi des entrants. Le virus est désormais en circulation dans le pays.

Ce moment était très redouté.

On ressent l'inquiétude à travers un communiqué de l'ARS paru vendredi qui lance un appel aux « Professionnels de santé, actifs ou retraités, mobilisez vos compétences pour venir en renfort du système de santé. Vous pouvez vous porter volontaires pour apporter votre aide face à l'épidémie de Covid-19 ». C'est la panique alors que nous n'avons que 382 cas.

Cet appel arrive au moment où la crédibilité de l'ARS est au plus bas. On dénombre 44 soignants contaminés, soit près de 12 % du total. Les autorités gagneraient à expliquer ces cas très particuliers. Les professionnels en première ligne sont très mal équipés, notamment le personnel des hôpitaux.

Il faut arrêter le bricolage.

Lançons une opération d'envergure de dépistage de masse qui permettra de traquer les porteurs sains. Ce maillon est essentiel. Après dépistage, le porteur de virus sera isolé et son entourage sera mis à l'abri. Les tests de

dépistage massif ont été très positifs partout où ils ont été décidés, notamment en Allemagne.

L'Etat a déjà fait 4 erreurs, ça suffit. La décision d'entrebâiller l'aéroport a été prise trop tard. Il n'y avait aucun dépistage des arrivants. Les porteurs du virus sont rentrés chez eux et ont eu le temps de contaminer leurs proches et les personnes rencontrées sur leur parcours. Enfin, le nombre de places en hospitalier était seulement d'une cinquantaine. En bricolant, on en compte environs 150 et à peine une dizaine de respirateurs. Et on amuse la population avec des histoires de masques. C'est tragique.

Le constat alarmant exige de perfectionner le dispositif existant en agissant en amont. L'argent ne manque pas à La Réunion. On peut créer un fonds de solidarité public-privé représentant l'équivalent de 1 % du budget des Collectivités, soient 50 millions. On peut y transférer les dépenses prévues et non prioritaires.

**Bureau de presse du PCR**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

## Dépistage massif et contrôle strict des voyageurs parmi les mesures annoncées

# Coronavirus, dépistage et déconfinement : dernières recommandations de l'OMS



Le contrôle strict des passagers venus de France découle des recommandations de l'OMS, sera-t-il maintenu après le confinement.

« Nous apprenons tous en permanence et ajustons notre stratégie, sur la base des dernières données disponibles », a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur de l'Organisation mondiale de la Santé, résumant les conseils qui seront disponibles intégralement sur le site Web de l'agence aujourd'hui. L'OMS annonce six recommandations à respecter pour alléger les restrictions aux déplacements notamment. Elle recommande notamment un contrôle strict des voyageurs pour éviter l'importation de nouveaux cas.

Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur de l'Organisation mondiale de la Santé, a noté qu'un large éventail de réponses au coronavirus sont actuellement en place à travers le monde, en fonction des circonstances et des capacités nationales. Alors que certains pays ont déjà subi plusieurs semaines de restrictions sociales et économiques - et envisagent maintenant de les assouplir - d'autres commencent tout juste à envisager

l'opportunité et le moment d'introduire de tels contrôles.

L'OMS souligne que le dépistage précoce, le dépistage, l'isolement et les soins - ainsi que le suivi de chaque contact des personnes infectées - sont essentiels pour arrêter la transmission. Les restrictions physiques à l'éloignement font partie de l'équation, mais de nombreuses autres mesures de santé publique sont également nécessaires. Et comme la transmission du coronavirus accélère rapidement mais ralentit beaucoup plus lentement, les mesures de contrôle devront être levées très lentement - pas toutes en même temps.

« En d'autres termes, la descente est beaucoup plus lente que la montée », a déclaré le directeur de l'agence des Nations Unies pour la santé.

Six étapes pour alléger les restrictions

Dans ses directives mises à jour, l'OMS devrait résumer ces résultats et tracer la voie à suivre avec un nouvel ensemble de critères en

six points que les pays devraient prendre en considération pour évaluer s'ils doivent lever les restrictions déjà imposées à coronavirus.

1. Premièrement, les pays devraient confirmer que la transmission du virus a été contrôlée.

2. Deuxièmement, ils doivent veiller à ce que les systèmes de santé soient capables de détecter, de tester, d'isoler et de traiter chaque cas de coronavirus, ainsi que de rechercher chaque contact.

3. Troisièmement, ils doivent s'assurer que les risques d'épidémie sont minimisés, en particulier dans des contextes tels que les établissements de santé et les maisons de soins infirmiers.

4. Quatrièmement, les pays doivent mettre en place des mesures préventives sur les lieux de travail, dans les écoles et autres lieux essentiels.

5. Cinquièmement, ils doivent gérer les risques d'importation.

6. sixièmement, ils doivent pleinement éduquer, engager et habiliter les communautés à s'adapter à la « nouvelle norme » de la vie quotidienne.

« Les pays doivent trouver un équilibre entre les mesures qui traitent de la mortalité causée par coronavirus et d'autres maladies dues à des systèmes de santé débordés, ainsi que les impacts socio-économiques », a déclaré le Dr Ghebreyesus.

# Ot é

## Inn-dé nouvèl, bon nouvèl-mové nouvèl

Biento-talèr in Lizine médikaman shé nout bann frèr-sèr Madégaskar :

Prézidan Madégaskar la fé parète in dékré pou défann vann an déor bann zuil ésansyèl. Pou kosa ? Pars an vérité si ou i vann an dèor, ou i pé gingn in moné. Madégaskar la pa bézoin lé sou ? Non va, li la bézoin, mé li la trouv in tik-tak pou fé avèk plizyèr zuil ésansyèl (lésans natirèl si zot i vé) in médikaman pou bate atèr lo kora-virus. An pliské sa, la desid fé in l'izine médikaman : bon nouvèl ? Ni espèr pars souvan défoi néna arienk mové nouvèl i sort Madégaskar pou ariv dann n out trou d'zorèye. Arzout èk sa, gouvèrnman i sort komann sink milyon lo mask avèk in izine lo péi pou bann pèrsonèl soignan.

In romark :

Zot i koné ban plant néna shé nout gran voizin, nou osi néna sa isi. Banna i parl Ravinsara : in pti katrépis si zot i vé. Néna lon tan nout bann frèr é sèr i ansèrv sa konm médikaman. Nou ni préfèr médikamann frans : i paré sa lé bon pou bann blan...

Moris lé bien annuiyé avèk lo korona :

Nout sèr lé bien anpoizoné avèk maladi-la é li fé son méyèr posib pou ansort ali. Si posib par li mèm. Moin la antann promyé minis Pravind jugnauth apré di dann in konfèrans do prèss li lé anbété pou réini lo parlman pars raport li mèm épi inn-dé minis é an parmi minis la santé la kontamine azot. Li té paré poz ali késtyon pou oir si lé posib réini lo parlman avèk l'ède bann tékni modèrn konm la visioèkonfèrans mé li l'avé pankor gingn répons son bann zékspèr. Mové nouvèl !

Bon nouvèl astèr :

In lizine mask kont-korona i fabrik sink mil mask par zour pou bann pèrsonèl soignan. Lé vré i fo pa kont dsi baton tonton pou travèrs la rivyèr. Nou ni gard touzour pars nou na poin ziska zordi in gouvèrnman kont-kolonyal avèk lo bann pouvoir k'i fo .

Isi La Rényon :

Lo nouvo dann la plass, lèv lo doi : Dimansh l'avé in sèl koronis anplis. Si samdi l'avé 388, dimansh l'avé 389. Mi espèr lé vré ! Mi souète pas é kou d'parèss méisyé sansa madam lo kontèr(èze). Pou kosa mi di sa ? Pars sanm pou moin isi la rényon néna in fashèz tandans kalkil mantèr.

In fashèz tandans kalkil mantèr : Ou i pé manti plizyèr fason, kisoï kash la vérité, kisoï obliye dir la vérité. In késtyon moin na poin répons : I paré nénan d'moun malad la sort Mayotte pou vni lopital isi La Rényon. Konbien ? La pa di. Kisa ? Maoré, sansa d'moun déor ? La pa di non pli.

Alé ! Ni rotrouv insésaman-soupé.

*Justin*